



L'édito

Dis-moi ! Le déficit, il vient d'où ?

Barnier et son gouvernement veulent trouver **60 Milliards d'€ pour 2025**. Cette somme correspond exactement au chiffrage par la cour des comptes, cet été, du coût des cadeaux fiscaux faits en 2023 par MACRON : « la période 2018-2023 a été marquée par d'importantes baisses d'impôts, dont l'impact est estimé à **62 milliards d'euros en 2023**, soit **2,2 points de PIB** » (extrait du rapport).

Ces milliards de recettes fiscales, finalement soustraits aux caisses publiques, représentent un montant faramineux qui a largement contribué à déséquilibrer les comptes publics. Par son insistance sur les baisses d'impôts, la politique de l'offre nourrit les déficits et la dette.

La Cour des comptes avait d'ailleurs souligné qu'un tiers du manque à gagner fiscal de l'an dernier trouvait son origine dans « une progression de la masse salariale inférieure à celle de l'activité, qui a pesé sur les cotisations et prélèvements sociaux ainsi que sur l'impôt sur le revenu en 2023 ». En clair, les salaires stagnants par rapport à l'inflation, les recettes fiscales et sociales diminuent.

Les sept années de pouvoir d'Emmanuel Macron ont été marquées par deux crises importantes, mais elles sont loin d'éclairer à elles seules la forte dégradation de nos comptes publics. Les choix fiscaux du président et de son ministre des Finances, Bruno Le Maire, ont structurellement dégradé les recettes fiscales du pays, tandis que la politique salariale des entreprises contribuait à rétrécir les marges de manœuvre.

Les grandes entreprises, au nom de la compétitivité, ont été particulièrement bien servies. En tout, près de 23 milliards d'€ pour l'année 2023, principalement gagnés par les entreprises capitalistiques.

Macron a ensuite distribué des baisses d'impôts aux ménages. Mais il n'a pas été aussi généreux avec tout le monde. *flat tax* (prélèvement forfaitaire unique, PFU), remplacement de l'ISF par l'IFI, le niveau de vie des 0,1% des plus riches français a considérablement augmenté !



MACRON et LE MAIRE sont responsables du déficit et ils voudraient nous le faire payer !

Si BARNIER supprimait les cadeaux fiscaux de MACRON, les 60 Milliards seraient trouvés ! ●



La longue-vue

Fonctionnaire, tu vas payer !



Après avoir creusé le déficit comme jamais, MACRON a nommé un gouvernement qui s'empresse de poursuivre les politiques qui ont conduit à la catastrophe sociale que nous connaissons.

Une recette toute neuve : s'en prendre aux fonctionnaires pour faire des économies! Le nouveau Ministre KASBARIAN s'exprime clairement dans le Figaro du 28 Octobre 2024.

Fonctionnaires, des fainéants toujours malades !

Jour de carence. Hé oui, il faudrait passer de 1 à 3 **jours de carence** en cas de maladie comme dans le privé. Cela permettrait de gagner 289 Millions d'€ par an d'après l'IGAS (Inspection Générale des Affaires Sociales).

Indemnités maladie. Par ailleurs, un fonctionnaire en arrêt de maladie perçoit, à l'exception du jour de carence, son traitement dans la limite de 90 jours. Il s'agit donc de **diminuer à 90% le montant versé** pour une économie de 600 Millions d'euros.

Mais, ce sont bien des médecins qui prescrivent les arrêts de travail. Les médecins seraient donc complaisants avec les agents publics ? Ou bien, ceux-ci tombent-ils davantage malades ces dernières années, suite à la maltraitance professionnelle à laquelle ils sont soumis, au travers des menaces permanentes sur leurs conditions de travail, sur l'avenir précaire de leurs missions et la manière dont ils sont conduits à traiter les usagers ?

Par contre, dans le privé, les 2/3 des salariés n'ont pas de jours de carence grâce à des couvertures complémentaires prises par les entreprises.



Mais pour BARNIER et son Sinistre KASBARIAN, l'essentiel, c'est de pouvoir être repris par Cnews ou BFMTV, puis par quelques ministres et/ou députés sensibles à cette petite musique (la nouvelle Assemblée nationale et le nouveau gouvernement n'en manquent pas...).

Fonctionnaires, des nantis trop riches et trop nombreux !

Rémunération. Autre recette toute neuve : le **point d'indice restera gelé !** Quelle imagination ! Cela n'a jamais été fait !

KASBARIAN veut aussi **supprimer la GIPA** (Garantie Individuelle du Pouvoir d'Achat).



Il va donc falloir continuer à se serrer la ceinture.

Emplois. Le couple BARNIER-KASBARIAN veut aussi **supprimer des postes.**

Outre les **4000 postes d'enseignants**, dont chacun sait qu'ils ne servent à rien et qu'il y en a trop, les Finances Publiques seront à nouveau exemplaires.

Dans les chiffres du Projet de Loi de Finances, si le total DGFIP est de moins 550, le réel dans nos services sera de - 730 emplois ! Mais ils vont en créer en centrale et d'autres services (+180) ... Ça va donc saigner dans nos services.

Si l'on raisonnait bêtement, on se dirait qu'avec plus de **80 Milliards de fraude fiscale** et un déficit abyssal, la France devrait recruter des fonctionnaires aux Finances Publiques. Hé ben NON !

Au contraire nos moyens ne cessent de diminuer.

Mais rassurons nous, le gouvernement compte **s'attaquer aux jours fériés, autorisations d'absence, aux ponts naturels, etc...** ●





Retraités, malades, vous allez payer !

Des retraités privilégiés ?

Pour trouver **4 Milliards d'€**, BARNIER a décidé de reculer de 6 mois la hausse des pensions qui était prévue au 1er janvier 2025.

Médias et politiques ont relancé une honteuse campagne contre les travailleurs retraités, coupables selon eux d'avoir un niveau de vie équivalent, voire supérieur, à celui des travailleurs en activité.

Les retraités seraient des privilégiés. Pourtant, il existe très officiellement plus de 2 millions de retraités vivant en dessous du seuil de pauvreté en France.

BARNIER ne veut pas rétablir l'ISF mais il est prêt à piquer 4 milliards aux retraités. C'est tout simplement scandaleux!



La Sécu dans le viseur !

Le taux de prise en charge des consultations médicales par l'Assurance Maladie devrait diminuer de 70 à 60 % alors que leur montant va augmenter (passant de 26,5 à 30 € pour une consultation).

Cela représenterait **1,1 milliards d'euros d'économie au détriment des malades**. Cela devrait provoquer une hausse médiane de 8 % sur les mutuelles.

Comme pour les fonctionnaires, le montant des indemnités journalières de la Sécurité sociale va baisser pour les salariés du privé.

D'autres mesures de réduction drastique des dépenses sont proposées, augmentant, de fait, la part des frais médicaux à la charge du patient. Par exemple, les économies sur les médicaments et dispositifs médicaux seraient de l'ordre de 1,2 milliards d'€.

Plutôt que d'empêcher de se soigner ou de pénaliser les retraités et pour éviter un déficit artificiellement construit, il est urgent de revoir les 80 milliards d'exonérations de cotisations. ●

La faute aux immigrés ?

Le gouvernement n'ayant pas de majorité, MACRON et BARNIER ont décidé de présenter **une nouvelle loi immigration** en début d'année 2025. Pourquoi ?

Pour s'attirer la bienveillance du RN et éviter le rejet du budget.

La ficelle est grosse ! Mais qu'importe, il vaut mieux viser les immigrés qui auraient des privilèges que les plus riches des français qui auraient bien du mal à s'en sortir...

Pourtant, **est-ce à cause des immigrés** que l'âge de départ en retraite a été reculé à 64 ans ?

Est-ce à cause des immigrés que **nos salaires sont gelés** depuis des années et que les services publics sont en ruine (Hôpitaux, Éducation, Justice,...) ?

NON ! C'est MACRON, au service des plus riches, qui a poursuivi et largement aggravé les politiques qui nous conduisent au déficit colossal d'aujourd'hui.

Au fait, à la CGT, on sait que dans les entreprises de nettoyage, chez les livreurs, dans le bâtiment et bien d'autres métiers, ce sont des travailleurs issus de l'immigration qui font les sales boulots !

La CGT rejette totalement les idées qui consistent à faire des immigrés les boucs émissaires de la crise ! ●

Qui sont les vrais privilégiés ?

Depuis 2020, les **42 milliardaires français ont gagné 230 milliards d'euros**, autant que pour faire un chèque de 3 400 euros pour chaque Français.

Les 1 % les plus riches détiennent 36 % du patrimoine financier total en France, alors que plus de 80% des Français ne déclarent posséder ni assurance-vie, ni actions ... ●





NON au budget MACRON-BARNIER ! OUI aux revendications !

Notre assemblée générale se tient au moment où le nouveau gouvernement Macron/Barnier vient de présenter au conseil des ministres son budget 2025.

Son contenu est reconnu par toute la presse comme étant un budget « d'austérité », centré sur **plus de 40 milliards de coupes budgétaires dans les budgets ministériels et sociaux.**

Notre administration, la DGFIP, qui a déjà connu des années de coupes sombres, tant en suppressions d'emplois qu'en fermetures de services de proximité, rendant chaque jour plus difficile l'accès à nos services, va ainsi continuer à subir les suppressions d'emplois (500 en 2025), et l'accentuation de la pratique du numérique, du téléphone, en lieu et place de l'accueil physique des citoyens.

Stop au saccage de nos missions !

Le résultat des élections législatives a été sans appel, **une majorité de Français a rejeté les politiques menées par MACRON.** Mais celui-ci a réussi le tour de force de contourner sa défaite en mettant plus de 2 mois pour nommer un premier Ministre issu d'une formation politique arrivée en cinquième position lors du scrutin des législatives.

C'est une politique de saccage du service public qui va être mise en œuvre avec aucune augmentation de la valeur du point d'indice alors que nos salaires ont décroché depuis 2000 avec une baisse permanente du pouvoir d'achat pour les fonctionnaires.

MACRON et BARNIER veulent nous faire payer le déficit abyssal créé par... MACRON et LE MAIRE et les dizaines de milliards d'euros donnés aux plus riches et aux grandes entreprises.

Pour résorber ce déficit il faut créer des postes à la DGFIP pour traquer la fraude fiscale !

La question des retraites a resurgi très fortement à l'occasion des élections législatives, tout comme celle des salaires et des pensions. **Les conditions pour obtenir satisfaction sont plus favorables que jamais, mais rien ne sera possible sans mobilisation.**

Il y a une alternative à l'austérité budgétaire : c'est la **justice fiscale.** La CGT est porteuse de propositions qui si elles étaient appliquées permettrait de trouver des recettes nouvelles. Rétablir l'équité c'est le sens de notre métier.

C'est pourquoi les adhérents de La CGT des Finances Publiques du Var, réunis en Assemblée Générale revendiquent :

- => **L'abrogation immédiate de la dernière réforme des retraites et le retour à la retraite à 60 ans avec 37,5 annuités de cotisation,**
- => **La hausse immédiate de 10 % du point d'indice de la fonction publique et une augmentation équivalente des pensions,**
- => **L'arrêt total des suppressions d'emplois de fonctionnaires,**
- => **L'arrêt immédiat des restructurations de service et l'amélioration de l'accès aux services publics,**
- => **L'arrêt de la casse programmée de notre système de santé et le retour à un 100 % Sécurité Sociale.**

Nous sommes prêts à nous joindre à un large mouvement de mobilisation unitaire et interprofessionnel sur ces bases, à condition que des **perspectives claires d'actions apparaissent au-delà de journées d'action espacées et sans lendemain.**

La CGT doit jouer le premier rôle pour élaborer une stratégie gagnante.

Unis et déterminés, nous gagnerons !

Motion adoptée à l'unanimité moins une abstention lors de l'AG départementale de la CGT Finances Publiques 83 le 15 octobre 2024 ●

